SOMMAIRE

A : RAPPORT du COMMISSAIRE ENQUETEUR	3
PREAMBULE	3
CHAPITRE I – GENERALITES	4
1-1 Objet de l'enquête publique	4
1-2 Identification du maître d'ouvrage	4
1-3 Cadre juridique et réglementaire	4
1-4 Nature et caractéristiques du projet	5
1-4.1 Contexte local	5
1-4.2 L'assainissement existant	6
1-4.3 Le projet de rénovation du dispositif d'assainissement collectif	7
CHAPITRE II – ORGANISATION et DEROULEMENT de l'ENQUETE	8
2-1 Désignation du commissaire enquêteur	8
2-2 Rencontre avec l'autorité organisatrice de l'enquête	8
2-3 Décision de procéder à l'enquête	9
2-4 Réunion avec le maître d'ouvrage	9
2-5 Rencontres ou contacts avec divers organismes	9
2-6 Déroulement de l'enquête	10
2-6.1 Mesures de publicité et d'information du public	10
2-6.2 Composition du dossier	10
2-6.3 Modalités de consultation du public	11
2-6.4 Climat de l'enquête	11
2-6.5 Audition du maire de Lucy-le-Bois	11
2-6.6 Clôture de l'enquête	12
2-6.7 Remise du PV de synthèse des observations	12
2-4.8 Remise du rapport	12
CHAPITRE III – ANALYSE des OBSERVATIONS du PUBLIC et du COMMISSAIRE-ENQUETEUR	13
3-1 Observations du public	13
3-2 Questions et observations du commissaire enquêteur	16
B- CONCLUSIONS et AVIS du COMMISSAIRE ENQUETEUR	22
Conclusions motivées	23
Avis	27
C- ANNEXE	29
Procès-verbal de synthèse des observations et réponses du maître d'ouvrage	30
PIECES JOINTES : pour la commune de Lucy-le-Bois	
<ul style="list-style-type: none">• Dossier d'enquête• Registre d'enquête	

DOCUMENT A

RAPPORT du COMMISSAIRE-ENQUETEUR

PREAMBULE

La commune de LUCY-le-BOIS (89) dispose depuis 1977 d'un réseau séparatif d'assainissement collectif qui dessert la quasi-totalité des habitations, ainsi que d'une station de traitement des eaux usées, dont les rejets se déversent dans le Ru du Vau de Bouche.

Ces équipements sont vétustes et nécessitent une importante réhabilitation :

- réhabilitation partielle et/ou renouvellement des réseaux de collecte et des raccordements ;
- mise en place d'une nouvelle station de traitement.

Suite aux études de diagnostic du réseau d'assainissement et de l'unité de traitement des eaux usées, il est apparu indispensable de régulariser préalablement la situation administrative relative au *zonage d'assainissement de la commune* de Lucy-le-Bois, en cohérence avec le projet de PLUi en cours de finalisation par la communauté de communes Avallon-Vézelay-Morvan.

L'enquête publique relative au zonage d'assainissement a donc été lancée dans le respect de la procédure prévue par le code de l'environnement.

Il appartiendra ensuite au conseil municipal de Lucy-le-Bois de définir le zonage d'assainissement définitif qui sera rendu opposable, par délibération de ce même conseil.

CHAPITRE I - GENERALITES

1-1 OBJET de l'ENQUETE PUBLIQUE

La présente enquête porte sur le projet de zonage d'assainissement de la commune de LUCY-le-BOIS, qui n'en dispose pas encore.

Ce projet de zonage a été préparé, après réalisation d'un diagnostic et d'études préalables, établis par le cabinet AQUA-PRESERV.

La réalisation du plan de zonage d'assainissement est imposée par le code général des Collectivités Territoriales (CGCT) modifié par la loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30/12/2006. L'article L 2224-10 définit les principes généraux dévolus aux communes ou leurs établissements publics de coopération qui, après enquête publique, délimitent *notamment* :

- les zones d'assainissement collectif où ils sont tenus d'assurer la collecte des eaux usées domestiques, le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- les zones relevant de l'assainissement non collectif où ils sont tenus d'assurer le contrôle de ces installations en instaurant un Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et à la demande des propriétaires, l'entretien, les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif.

1-2 IDENTIFICATION du MAITRE d'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage de cette procédure est la commune de LUCY-le-BOIS, qui est également la structure organisatrice de l'enquête publique. Elle dispose toujours de la compétence « assainissement » qui ne sera reprise par la communauté de communes Avallon-Vézelay-Morvan qu'à partir de 2026.

1-3 CADRE JURIDIQUE et REGLEMENTAIRE

La présente enquête est de type environnemental, donc régie par le code de l'Environnement et plus précisément les articles L123-1 et suivants et R123-1 et suivants.

La délimitation des zonages d'assainissement est régie par :

- le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L2224-8 et suivants, R2224-5-1, R2224-6 et suivants ;
- la loi sur l'eau n°92-3 du 03/01/1992, modifiée par la loi n°2006-1772 du 30/12/2006.

Il convient de rappeler que cette enquête publique porte exclusivement sur la délimitation du zonage et non sur les travaux à venir sur les réseaux et sur la station de traitement.

Par délibération du conseil municipal du 11 mai 2018, la commune de Lucy-le-Bois a validé le projet de zonage d'assainissement et décidé du lancement de l'enquête publique.

L'enquête publique a été prescrite par l'arrêté municipal n° 004/2019 du 15 mars 2019.

La commune de Lucy-le-Bois est située dans le bassin de la Seine : elle est incluse dans le périmètre du SDAGE 2016-2021 « du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands ». Il n'existe pas de SAGE sur ce secteur.

La mission régionale d'autorité environnementale n'a pas estimé nécessaire de soumettre à évaluation environnementale ce projet de zonage, après consultation des services administratifs référents.

1-4 NATURE et CARACTERISTIQUES du PROJET : *synthèse des éléments du dossier*

Dans la mesure où la commune de Lucy-le-Bois est simultanément « structure organisatrice de l'enquête » et « maître d'ouvrage », la présentation du projet restera très synthétique.

1-4.1/ Contexte local : la commune de Lucy-le-Bois est située au sein de la Région Bourgogne Franche-Comté, dans le département de l'Yonne. Elle fait partie de la communauté de communes Avallon-Vézelay-Morvan. Elle est localisée à 8 km au nord d'Avallon. Son altitude est comprise entre 202 m et 336 m d'altitude.

Le nombre d'habitants est d'environ 320. On recense 10 établissements liés à des activités artisanales, commerciales ou de services et 2 exploitations agricoles.

La commune ne dispose pas de document d'urbanisme, mais un PLUi est en cours de préparation au niveau de la communauté de communes.

La commune présente un paysage vallonné où dominant les parcelles agricoles, avec la présence de forêts sur les versants plus pentus (forêt domaniale du Boudet). Le Ru du Vau de Bouche coule en fond de vallée.

A noter :

- *la situation de la commune de Lucy-le-Bois au sein du bassin d'alimentation du captage des « Boulerons », sur la commune de Voutenay-sur-cure. Le périmètre de protection rapprochée de ce captage passe à très faible distance de la station de traitement de Lucy-le-Bois ;*
- *l'existence d'un « Contrat global Cure-Yonne », qui englobe la commune de Lucy-le-Bois ainsi que le Ru du Vau de Bouche, qui est un outil de gestion et de protection de la ressource en eau et des milieux naturels (aquatiques et humides) ;*

- la présence d'une zone Natura 2000 « Pelouses et forêts calcicoles des coteaux de la Cure et de l'Yonne en amont de Vincelles » désigné en site d'importance communautaire (SIC-ZSC) : la station d'épuration est située à environ 900 m de la limite de cette zone ;
- ZNIEFF de type I : « Bocage de Lucy-le-Bois » et « Vallon du Vau de Bouche et Vallée du Vauillot » : le système d'assainissement n'est pas situé dans cette ZNIEFF ;
- ZNIEFF de type II : Vallée de la Cure du réservoir du Crescent à Vermenton : la station d'épuration se situe à environ 300 m du périmètre de cette ZNIEFF ;

1-4.2/ L'assainissement existant :

La commune de Lucy-le-Bois dispose depuis 1977 d'un réseau d'assainissement collectif « séparatif » et d'une station de traitement des eaux usées : équipements globalement en état très médiocre.

La quasi-totalité des habitations sont raccordées au réseau collectif d'eaux usées (assainissement collectif).

A ce jour, deux habitations seulement ne sont pas raccordées au réseau (assainissement non collectif).

- **Réseau collectif des eaux usées**

Le réseau séparatif d'eaux usées dessert l'ensemble des rues du Bourg, pour un linéaire de 3260 ml, entièrement gravitaire. Le nombre d'abonnés assainis est de 185 (particuliers, branchements communaux, entreprises). L'habitation isolée située route d'Avallon n'est pas raccordée.

Ce réseau est en état très vétuste d'un point de vue structurel : cassures, déformations, infiltrations, défauts de raccordement, forte sensibilité aux précipitations et intrusions d'eaux claires parasites permanentes.

Par ailleurs, 17 résidences présentent un branchement non conforme.

La réhabilitation au moins partielle et/ou le renouvellement des réseaux de collecte et des raccordements doit être envisagée, ainsi que la mise en conformité des branchements.

- **Réseau collectif des eaux pluviales**

Le bourg est équipé d'un réseau d'assainissement collectif pluvial pour un linéaire de 3550 ml, structuré en 4 réseaux de collecte principaux et trois réseaux de collecte secondaires qui se déversent dans le Ru du Vau de Bouche

- **Station de traitement des eaux usées**

Cette station d'épuration de type « boues activées – aération prolongée » a été mise en service en 1977, avec une capacité nominale de 600 EH, soit 36 kg de DBO5/jour ; et un débit nominal de 90 m3/jour.

Ces équipements sont anciens et l'installation est vétuste, notamment les lits d'épandage.

De plus, les fortes variations de charges hydrauliques (infiltrations d'eaux claires parasites permanentes, précipitations orageuses) aggravent les insuffisances de cette unité de traitement.

Paradoxalement, cette station n'est pas en surcharge organique (dimensionnée pour 600 EH), puisqu'elle fonctionne entre 7% et 43% de sa charge organique nominale.

Cette unité de traitement constitue une source de pollution du Ru du Vau de Bouche. La mise en place d'une nouvelle station doit donc être programmée, après remise en état du réseau d'assainissement.

- **Assainissement non collectif**

Deux habitations ne sont pas actuellement raccordées au réseau de collecte des eaux usées et relèvent donc de « l'assainissement non collectif » :

- M. et Mme VAGNER, 68 grande rue : cette habitation localisée au sein du bourg n'est pas raccordée car le point de collecte des eaux usées est située en-dessous du niveau du réseau collecteur ;
- Mme HANNEQUIN, route d'Avallon : cette habitation isolée n'est pas raccordée car elle est située à plus de 100 m de l'extrémité du réseau collectif d'eaux usées.

Le SPANC (service public d'assainissement non collectif) est à la charge de la commune, mais la compétence a été déléguée à la communauté de communes, qui sous-traite ce service à la Régie ANC Puisaye-Forterre.

1-4.3/ Le projet de rénovation du dispositif d'assainissement collectif

- **Les études préalables**

Le diagnostic des installations et la réalisation des études préalables à l'élaboration du zonage d'assainissement et des travaux ont été assurés par le cabinet AQUA-PRESERV – 58330 SAINT-SAULGE.

- **Définition du zonage d'assainissement**

Le projet de zonage a fait l'objet d'ajustements au cours de la séance du 11 mai 2018 du conseil municipal de Lucy-le-Bois. Il a été élaboré en étroite cohérence avec le projet de PLUi en cours de préparation par la communauté de communes Avallon-Vézelay-Morvan, en prenant en compte une extension très modeste des zones constructibles.

Ce projet de zonage d'assainissement collectif intègre toutes les habitations de la commune, à l'exception de la résidence isolée située route d'Avallon (coût excessif : 34.900 € pour raccorder cette seule habitation, autour de laquelle aucune autre construction ne sera possible).

De ce fait, on recense actuellement :

- 184 habitations dans la zone d'assainissement collectif ;
- 1 habitation en zone d'assainissement non collectif.

- **Réhabilitation-rénovation du réseau collectif d'eaux usées**

- travaux de réhabilitation sur les collecteurs et branchements : estimation de *264.140 € HT*
- réhabilitation des regards : estimation de *16.900 € HT*
- travaux d'amélioration du taux de collecte (17 immeubles présentent un branchement non conforme au niveau de leurs eaux usées) : estimation de *22.850 € HT*
- travaux de mise en conformité des branchements des eaux pluviales (10 immeubles non conformes) : estimation de *11.725 € HT*

Le montant global des travaux de rénovation du réseau collectif et des branchements est estimé à *365.615 € HT*.

- **Construction d'une nouvelle unité de traitement des eaux usées**

Projet de construction d'une nouvelle unité de traitement des eaux usées d'une capacité minimum de 240 EH, soit 14,4 kg de DBO5/jour, pour une charge hydraulique d'eaux maximale de 45,70 m3/jour.

La présence du Ru du Vau de Bouche à proximité immédiate du site de traitement, ainsi que la proximité du périmètre de protection rapprochée du captage des Boulerons (commune de Voutenay-sur-Cure) nécessite un traitement poussé de la pollution carbonée, azotée et phosphorée.

Il est donc proposé de créer une zone de dissipation permettant en période d'étiage d'assurer un rejet « zéro » vers le milieu hydraulique superficiel.

Le coût de construction d'une nouvelle station de traitement est estimé à 225.000 € HT.

- **Impact financier et incidence des travaux sur la redevance assainissement**

Le coût total des investissements de réhabilitation des installations d'assainissement collectif sont estimés à ce jour à environ 560.000€ HT :

- A charge de la commune : environ 520.000 € HT
- A charge des particuliers : environ 40.000 € HT
- Subventions publiques (à titre indicatif) : 373.583 €

Il en résultera une augmentation de la redevance « d'assainissement collectif », qui passera de 1,05 € à 2,32 € HT/m3, qui s'ajoutera au tarif/m3 de l'eau consommée.

A noter que les redevances pour la seule résidence en « zone d'assainissement non collectif » resteront stables :

- 0,77 € HT/m3 pour la redevance de contrôle,
- 2,30 € HT/ m3 pour la redevance d'entretien.

CHAPITRE II – ORGANISATION et DEROULEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE

2-1 DESIGNATION du COMMISSAIRE ENQUETEUR

Décision du 14 février 2019 (E19000012 /21) du Président du Tribunal administratif de Dijon désignant Jean-Michel Mériaux comme commissaire-enquêteur.

2-2 CONCERTATION avec l'AUTORITE ORGANISATRICE de l'ENQUETE

Une réunion de concertation s'est tenue le mardi 26 février 2019 avec M. Joël Tissier, maire de la commune de Lucy-le-Bois (qui est simultanément structure organisatrice de l'enquête et maître d'ouvrage du zonage d'assainissement) en présence de M. Christophe Mignon (cabinet

Aqua-Préserv) et de Mme Gaëlle Pansiot (secrétaire de mairie), ainsi qu'en ma présence, afin de définir les conditions d'ouverture et de déroulement de l'enquête, notamment :

- lieux, dates et heures de permanence en fonction des heures d'ouverture de la mairie ;
- préparation du projet d'arrêté municipal et de l'avis d'enquête ;
- mise en place d'un site internet dédié et d'une adresse électronique ;
- prise de connaissance du dossier d'enquête, dont j'ai conservé un exemplaire.

Le registre d'enquête a par ailleurs été coté et paraphé par mes soins.

2-3 DECISION de PROCEDER à L'ENQUETE

L'arrêté municipal n° 004/2019 du 15 mars 2019 constitue la décision de lancement **de l'enquête publique relative au projet de zonage d'assainissement de la commune de LUCY-le-BOIS.**

2-4 REUNION avec le MAITRE d'OUVRAGE

Au cours de la réunion qui s'est tenue le 26 février 2019 en mairie de Lucy-le-Bois, M. Joël Tissier (maire) et M. Christophe Mignon (Aqua-Préserv) m'ont apporté toutes les informations relatives aux aspects techniques et administratifs du dossier de zonage d'assainissement.

Il n'a pas été utile de procéder à une « visite des lieux » dans la mesure où le plan de zonage était tout-à-fait explicite. En repartant, j'ai toutefois visualisé les deux résidences qui ne sont pas actuellement raccordées au réseau d'assainissement (route d'Avallon ; 68 grande rue)

2-5 RENCONTRE ou CONTACTS avec d'AUTRES ORGANISMES

Divers contacts ont été pris avec les organismes suivants :

2-5.1 / Direction départementale des territoires de l'Yonne

La rencontre avec M. Franck MARTIN, le 12 avril 2019, a permis de préciser le rôle des diverses structures compétentes en matière d'assainissement et de prendre connaissance de l'historique du dossier d'assainissement de Lucy-le-Bois.

Un « rapport de manquement administratif » a été établi par la DDT de l'Yonne en date du 28 janvier 2019.

2-5.2 / Agence régionale de santé

Un contact téléphonique a été pris, le 20 mai 2019, avec Mme DUFFAUT, afin :

- de faire le point sur les incidences du rejet de la station de traitement de Lucy-le-Bois sur la qualité des eaux du Ru du Vau de Bouche, notamment du fait de la proximité du périmètre de protection rapprochée de la source des Boulerons ;
- d'évoquer les éventuels financements de l'Agence de l'eau au profit des « opérations groupées » en ce qui concerne l'assainissement collectif.

2-5.3 / Agence de l'Eau Bassin Seine-Normandie

Le contact pris avec Mme MORVANNIC, le 20 mai 2019, a permis de discuter de la protection du captage des Boulerons, des hypothèses de construction d'une future station de traitement au niveau intercommunal.

2-5.4 / Autres personnes contactées :

- Mme BONNOT, à la communauté de communes Avallon-Vézelay-Morvan

2-6 DEROULEMENT de l'ENQUETE

2-6.1 / Mesures de publicité et d'information du public

Articles dans la presse de l'avis d'enquête

- 1^{ère} insertion (au moins 15 jours avant le début de l'enquête) :
 - Le Bien Public, le 23 mars 2019
 - La liberté de l'Yonne, le 21 mars 2019
- 2^{ème} insertion (dans les 8 premiers jours de l'enquête) :
 - Le Bien Public , le 13 avril 2019
 - La liberté de l'Yonne, le 18 avril 2019

Affichage en mairie de l'avis d'enquête : l'affichage réglementaire a été effectué (en format A3 de couleur jaune) sur la porte vitrée de la mairie de Lucy-le-Bois.

A l'occasion des trois permanences, j'ai vérifié le maintien de l'affichage en mairie.

En outre, l'avis d'enquête a été affiché sur trois autres panneaux au sein de la commune : salle des fêtes, lavoir, lotissement.

2-6.2 / Composition du dossier

- délibération du conseil municipal de la commune de LUCY-le-BOIS du 11 mai 2018 validant le projet de zonage d'assainissement et demandant le lancement de la procédure d'enquête publique ;
- dossier de zonage d'assainissement élaboré par le cabinet AQUA-PRESERV (décembre 2018) ;
- textes de références (annexe n° 1 du rapport) ;

- carte du zonage d'assainissement (annexe n° 2 du rapport) ;
- décision de la mission régionale d'autorité environnementale -après examen au cas par cas- de ne pas soumettre à évaluation environnementale l'élaboration du zonage d'assainissement de la commune de LUCY-le-BOIS ;
- extrait de carte IGN n° 2721E (Joux-la-Ville) au 1/25.000 ème, pour la commune de Lucy-le-Bois ;
- extrait de la carte géologique BRGM n° 435 (Vermenton) au 1/50.000 ème, pour la commune de Lucy-le-Bois.

Ce dossier comporte toutes les pièces prévues par la réglementation.

Il est resté à la disposition du public en mairie de Lucy-le-Bois pendant toute la durée de l'enquête, aux heures d'ouverture de la mairie ainsi que pendant les permanences du commissaire-enquêteur.

En outre, le commissaire-enquêteur disposait « hors dossier », sous forme numérique, des documents suivants :

- fiches Aqua-Préserv de contrôle de bon fonctionnement ANC ;
- données qualitatives du Ru du Vau de Bouche ;
- fiches site Natura 2000 et ZNIEFF sur la commune de Lucy-le-Bois ;
- carte de localisation du périmètre de protection rapprochée du captage des Boulerons.

2-6.3 / Modalités de consultation du public

Le dossier d'enquête ainsi que le registre papier ont été mis à la disposition du public en mairie de Lucy-le-Bois, du 12 avril 2019 au 14 mai 2019 inclus – soit 33 jours- aux heures habituelles d'ouverture de la mairie :

- les mardis de 14h à 18h ;
- les vendredis de 14h à 16h.

Par ailleurs, le dossier pouvait être consulté pendant toute la durée de l'enquête sur le site internet de la communauté de communes Avallon-Vézelay-Morvan :

http://cc-avm.fr/18_43_Lucy-le-Bois-Enquete-publique

Je me suis par ailleurs tenu à la disposition du public pendant les permanences assurées aux lieux et horaires suivants :

- vendredi 12 avril 2019, de 9h à 12h ;
- samedi 27 avril de 9h à 12h ;
- mardi 14 mai 2019, de 14h à 17h.
-

En outre, des observations pouvaient être déposées par voie électronique à l'adresse suivante :

lucy-le-bois-mairie@orange.fr

2-6.4 / Climat de l'enquête

L'ambiance de cette enquête a été très calme : seulement 1 visite (qui s'est concrétisée par 1 observation écrite) et 1 échange téléphonique (qui a débouché sur l'envoi d'un mail).

Ce faible nombre d'observations était prévisible puisque toutes les autres résidences de la commune sont déjà raccordées au réseau collectif d'assainissement.

2-6.5/ Audition du maire de Lucy-le-Bois

Au cours des trois permanences, des échanges avec le maire, M. Joël Tissier, m'ont permis d'obtenir des précisions et avis de sa part sur divers points des problématiques de l'assainissement sur sa commune.

En outre, au cours de l'échange téléphonique du 17 mai 2019 à 14h relatif à la remise du PV de synthèse des observations, des réponses orales ont été apportées par le maire M. Joël Tissier, assisté par M. Christophe Mignon du bureau d'études AQUA-PRESERV.

2-6.6 / Clôture de l'enquête

A l'issue du délai de l'enquête, le mardi 14 mai 2019 à 17h, le registre d'enquête a été clôturé et récupéré par mes soins.

2-6.7/ Remise du PV de synthèse des observations et réponses du maître d'ouvrage

Le PV de synthèse a été adressé au maire de Lucy-le-Bois par mail le jeudi 16 mai 2019 à 9h50.

Les observations du public et du commissaire-enquêteur ont été présentées et commentées avec le maître d'ouvrage le vendredi 17 mai 2019 à partir de 14h.

Les observations et réponses du maître d'ouvrage ont été reçues par mail, le 21 mai 2019. Le document récapitulatif figure en annexe au rapport.

2-6.8 / Remise du rapport

J'ai déposé, le vendredi 24 mai 2019 :

- à la mairie de Lucy-le-Bois : le dossier d'enquête, le registre d'enquête, le présent rapport incluant mes conclusions motivées et mon avis ;
- au tribunal administratif de Dijon : le présent rapport incluant mes conclusions motivées et mon avis.

CHAPITRE III – ANALYSE des OBSERVATIONS du PUBLIC et du COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR

3-1 OBSERVATIONS du PUBLIC

Deux observations ont été déposées pendant toute la durée de l'enquête en mairie de Lucy-le-Bois.

Elles l'ont été par les deux propriétaires (dont les résidences ne sont pas actuellement raccordées au réseau d'assainissement) qui sont directement concernés par le projet de zonage d'assainissement.

La première observation a été déposée par écrit sur le registre ; la deuxième a été adressée par mail sur la boîte électronique de la commune.

Observation n° 1, déposée sur le registre par M. et Mme Vagner, propriétaires d'une maison située 68 grande rue à Lucy-le-Bois :

« Le classement de notre parcelle en zone d'assainissement collectif, du fait de la situation de la maison en-dessous du collecteur d'eaux usées, nécessiterait pour nous de très gros travaux :

- installation d'une pompe de refoulement ;*
- passage d'une canalisation d'eaux usées depuis l'arrière de la maison jusqu'à la canalisation collective, du fait de la sortie des eaux usées derrière la maison ;*
- en plus des frais entraînés par ces travaux et de la gêne de cette pompe et des nuisances (bruit, esthétique).*

Nous ne sommes pas opposés au raccordement collectif sous les réserves impératives suivantes :

- prise en charge financière par la collectivité ;*
- remise en état des éventuelles dégradations. »*

Réponse du maître d'ouvrage :

- Le classement de la parcelle de M. et Mme VAGNER en zone d'assainissement collectif est évident puisque celle-ci est desservie depuis les années 1975 par le réseau de collecte communal. Egalement, l'installation d'assainissement non collectif est non conforme, sa réhabilitation est donc obligatoire. La réhabilitation de l'ANC engendrera des coûts bien plus supérieurs que ceux liés au raccordement à l'assainissement collectif. De plus, l'ANC demande un entretien régulier, au coût non négligeable. La commune est consciente que les travaux de raccordement à l'assainissement collectif restent toutefois importants. La commune ne peut pas prendre en charge le coût des travaux de raccordement sur la partie privative. Les coûts de raccordement seront automatiquement répartis de la manière suivante :
 - o A la charge de la commune pour le domaine public,
 - o A la charge de M. et Mme VAGNER pour le domaine privé.

Nous allons toutefois solliciter la possibilité d'intégrer le raccordement de l'habitation de M. et Mme VAGNER dans les études préalables de mise en conformité des branchements, actuellement en cours. Cette étude parcellaire permettrait d'étudier la meilleure solution pour le raccordement, d'établir avec justesse les travaux à mettre en œuvre, de chiffrer précisément le coût des travaux pour, sous réserve d'éligibilité, obtenir une aide financière de l'Agence de l'Eau. Toutefois, son intégration à l'opération groupée reste sous réserve de l'acceptation des financeurs.

Analyse du commissaire-enquêteur :

L'intégration de la propriété de M. et Mme VAGNER en zone d'assainissement collectif semble incontournable pour les raisons suivantes :

- impossibilité technique de mettre aux normes le dispositif d'assainissement non collectif (situé à l'arrière de la maison) : aucun accès possible avec des engins ;
- seule maison du bourg (accolée à d'autres habitations) à ne pas être raccordée au réseau d'assainissement ;
- éviter un « mitage » du zonage d'assainissement.

En ce qui concerne le coût du raccordement, il serait logique que la collectivité prenne en charge au minimum les travaux liés au refoulement des eaux usées (canalisation collective plus haute que la maison). Il serait souhaitable que M. et Mme VAGNER puissent bénéficier de l'action groupée menée au niveau de la commune pour les études préalables et les travaux de réhabilitation des branchements et simultanément des financements mis en place à cet effet.

A noter, que d'après les indications données par M. VAGNER, l'évacuation de l'évier installé à l'arrière de la maison déboucherait dans un regard d'eaux pluviales. Il serait donc souhaitable de le raccorder au nouveau réseau d'eaux usées.

Observation n° 2, adressée par mail par M. Thierry HANNEQUIN, fils et représentant de Mme Jacqueline HANNEQUIN qui est propriétaire de la maison située route d'Avallon à Lucy-le-Bois : *(impossibilité pour le représentant de la propriétaire de se rendre à une des permanences).*

Je suis le fils de Madame Jacqueline Hannequin, propriétaire de la maison sise Route d'Avallon à Lucy-le-Bois.

Monsieur Jean-Michel Mériaux m' a informé de sa mission relative au zonage d' assainissement de votre commune.

Après avoir pris connaissance du dossier de zonage réalisé par Monsieur Mignon Christophe en décembre 2018, je me permets de vous faire part des remarques suivantes :

- page 18 : route d' Avallon : l' installation est qualifiée « non conforme , partiellement visible et incomplèteadapté à la texture des sols en place»*

Ce constat sur l' installation en place est surprenante, en effet une installation enterrée n'est bien évidemment pas visible et c'est sans doute la raison pour laquelle le technicien qui a fait la visite retranscrite dans le rapport n'a pas mentionné : le bac dégraisseur, la fosse septique et le réseau d'épandage en place.

Ce dispositif qui fonctionne maintenant depuis plus de trente an, nécessite probablement d'évoluer en faisant réaliser des modifications notamment pour rendre plus accessible les regards de visite et rendre ainsi les opérations de vidange plus aisées, opérations de vidange à programmer à la fréquence adéquate et dont il nous appartiendra de conserver la trace.

Compte tenu des remarques ci-dessus, je souhaite donc que soit préciser clairement les raisons pour lesquelles l' installation actuelle est qualifiée de non conforme et si pour qu' elle le soit il suffit de faire procéder aux opérations de vidange de la fosse et à quelle fréquence.

Est également évoqué dans ce rapport la possibilité d' une extension du réseau EU collectif jusqu' au droit de la propriété de ma mère.

Compte tenu des difficultés techniques et financières dues à la différence de niveau entre le réseau collectif et le réseau de l' habitation , cette approche doit être écartée.

Je reste à votre écoute et à votre disposition , et vous demande de me contacter directement pour toute question sur ce sujet afin de ne pas inquiéter ma mère.

Réponse du maître d'ouvrage :

Le contrôle de l'installation existante de Mme HANNEQUIN a été réalisé le 05 Septembre 2014. Lors de ce contrôle, les ouvrages composant l'installation étaient partiellement accessibles. Seul le bac dégraisseur était accessible. La fiche de contrôle le précise. Pour les autres ouvrages, fosse septique et épandage, ils n'étaient pas visibles ou accessibles le jour du contrôle, l'installation a donc été considérée incomplète car leur présence n'a pu être constatée.

Egalement, ce manque d'accessibilité ne permet pas de vérifier le dimensionnement, fonctionnement ou défauts des ouvrages.

L'installation est donc considérée non conforme au sens de l'arrêté du 27 avril 2012.

Pour que la conformité d'une installation existante soit établie, il est nécessaire que l'ensemble des dispositifs composant l'installation (prétraitement, traitement, évacuation) soit accessible, afin que leur présence soit constatée et permettre de juger leurs dimensionnements suffisants et bons fonctionnements.

La conformité d'une installation ne se conclut pas sur le seul critère de l'entretien des ouvrages que l'usager réalise sur son installation.

Une liste non exhaustive de travaux et d'entretien a donc été indiquée selon les conclusions du contrôle : Entretien des ouvrages de pré-traitement et réhabilitation partielle : Rehausses pour accessibilité des ouvrages *ou bien* réhabilitation complète de l'installation par la mise en place d'un système de traitement dimensionné selon la charge polluante à traiter et adapté à la texture des sols en place.

Analyse du commissaire-enquêteur :

L'installation d'assainissement non collectif apparaît non conforme, mais au vu de la fiche de contrôle de 2014, il semble plausible que la mise en conformité ne nécessite pas de très gros investissements (à vérifier, le moment venu). Si toutefois ce dispositif devait être entièrement réhabilité, l'investissement correspondant a été estimé à environ 8.000 €.

Le raccordement au réseau serait très coûteux aussi bien pour la commune que pour la propriétaire, du fait notamment :

- de la distance entre l'extrémité du réseau collecteur et la propriété de Mme HANNEQUIN (110 ml) ;
- du dénivelé entre le réseau et le point de sortie des eaux usées (au moins 5 m), ce qui nécessiterait une pompe de refoulement ;
- de la longueur de tranchée à réaliser sur la propriété, entre le point de sortie des eaux et le point de raccordement à l'éventuelle extension du réseau d'eaux usées.

3-2 QUESTIONS et OBSERVATIONS du COMMISSAIRE ENQUETEUR

1/ Contrôles préalables des services référents : pouvez-vous m'indiquer la date et l'objet des derniers courriers de rappel / mise en demeure reçus de la DDT et/ou d'autres organismes, en ce qui concerne le zonage et le dispositif d'assainissement ? et si possible de m'adresser un scan du ou des derniers courriers.

Réponse du maître d'ouvrage :

Cf « rapport de manquement administratif » établi par la DDT le 24 janvier 2018.

Observation du commissaire-enquêteur :

J'ai pris connaissance de ce rapport.

2/ Zonage d'assainissement

- Expliciter les modifications du zonage demandées par le conseil municipal au cours de sa séance du 11 mai 2018
 - o rajouter parcelles 319 et 321
 - o suppression parcelles 17 et 20 le long de la RD9 route de Thory
- Expliciter l'exclusion des bâtiments agricoles (4 bâtiments visibles sur le plan)

Copie des avis éventuels des services référents sur le projet de zonage : DDT, Agence de l'Eau, ARS,

Réponse du maître d'ouvrage :

- Modifications apportées au zonage suite au conseil municipal du 11 mai 2018 :
 - o Les parcelles n°319 (en partie) et 321 ont été insérées dans le zonage d'assainissement afin de faire la liaison entre les parcelles 320 et 78 et que le zonage se superpose avec le PLUi en cours d'élaboration.
 - o La parcelle 17 et une partie de la parcelle 20 ont été retirée car il s'agit de terrain situés en contrebas de la Grande Rue et de l'absence de réseau de collecte Route de Thory.
- Les bâtiments agricoles, au nombre de 2-Route de Thory, ont été exclus car ils ne comprennent que des bâtiments d'exploitation. Pour les 2 autres bâtiments, il doit s'agir des anciens bâtiments de la Tuilerie, où aucune activité n'est enregistrée. De plus, ces bâtiments ne sont pas desservis par des réseaux de collecte eaux usées.
- Ci-joint la copie de l'avis n°BFC-2018-1826 de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale en date du 27 Novembre 2018.

Observation du commissaire-enquêteur :

Réponses prise en compte.

3/ Environnement

- A quelle distance de la station d'épuration passe le périmètre de protection rapprochée de la source des « *Boulerons ?* » sur la commune de Voutenay-sur-Cure ?
- Y-a-t'il une station d'épuration en amont de la commune, sur le Ru du Vau de Bouche ?

Réponse du maître d'ouvrage :

- La station de Lucy-Le-Bois se situe à 6,5 km au Sud-Est-Est du périmètre de protection rapprochée de la source des Boulerons sur la commune de Voutenay-sur-Cure et à près de 5 km du périmètre de protection éloignée de ce même captage.
- Il existe deux stations d'épuration en amont de la commune de Lucy-Le-Bois et dans le bassin versant du Ru du Vau de Bouche pour les bourgs de Thory et Provency.

Observation du commissaire-enquêteur :

D'après les informations recueillies entre-temps auprès de le l'ARS, la commune de Lucy-le-Bois se situe au milieu de l'aire d'alimentation et du périmètre de protection éloignée du bassin d'alimentation du captage des Boulerons ; la station de traitement de Lucy-le-Bois est située à l'extérieur mais à moins d'1 km de la limite du périmètre de protection rapprochée de cette même source.

4/ Travaux

- Calendrier prévisionnel des travaux de rénovation du réseau d'assainissement et de la station d'épuration
- Le projet hypothétique de mise en place d'une station de traitement intercommunale entre Lucy-le-Bois, Annay-la-Côte, voire d'autres communes est-il encore à l'ordre du jour ? quelle incidence sur la construction d'une nouvelle station sur Lucy-le-Bois présentée dans le dossier ?

Réponse du maître d'ouvrage :

- Le calendrier prévisionnel des travaux de réhabilitation du système d'assainissement s'organise sur 4 années minimums.
 1. La première tranche concerne la mise en conformité des branchements des particuliers non conformes et la réhabilitation par renouvellement d'une partie des réseaux de collecte.
 2. La deuxième tranche est consacrée au lancement des études et travaux de la nouvelle station d'épuration et à la poursuite de la réhabilitation des réseaux de collecte et défauts divers.
 3. La troisième tranche concerne les travaux de la station d'épuration et des réhabilitations ponctuelles sur les réseaux de collecte.
 4. Enfin, la réception de la station d'épuration pour la 4^{ème} année.

Ce calendrier sera ajusté selon les aides financières attribuées et le budget communal.

- Le projet d'une station intercommunale entre Lucy-Le-Bois et d'autres communes limitrophes est resté envisagé.
Selon l'implantation de cette future station d'épuration, ce projet aura une incidence sur le projet initial notamment en termes de transfert des effluents bruts (poste et canalisation de refoulement).

Observation du commissaire-enquêteur :

J'ai pris bonne note de ces éléments.

5/ SPANC

- Qui a la responsabilité du SPANC pour le contrôle de l'ANC des 2 résidences non raccordées actuellement au réseau d'assainissement ? A qui est-il sous-traité ?
- Dispose-t-on de la dernière fiche de contrôle du SPANC pour la résidence de Mme HANNEQUIN ?

Réponse du maître d'ouvrage :

- La Compétence SPANC a été transféré à la Régie ANC Puisaye Forterre par les élus de la Communauté de Communes Avallon, Vézelay, Morvan.
- L'installation d'assainissement non collectif de Mme HANNEQUIN Jacqueline, Route d'Avallon, a été contrôlée par le bureau d'études AQUA Préserv' dans le cadre de sa mission d'élaboration du zonage d'assainissement. Ce contrôle a été réalisé le 05 Septembre 2014, une fiche de contrôle a été établie et transmise à la Régie ANC Puisaye Forterre en Décembre 2015, à leur demande. Suite à ce contrôle, nous ne savons pas à notre connaissance si d'autres contrôles ont été effectués sur cette installation. *(Ci-joint la fiche de contrôle des installations d'ANC de M. et Mme VAGNER et de Mme HANEQUIN)*

Observation du commissaire-enquêteur :

Bien noté.

6/ Raccordement au réseau de l'habitation de M. et Mme VAGNER, 68 grande rue

- Pouvez-vous confirmer la possibilité de faire passer un tuyau polyéthylène de refoulement des eaux usées dans le tuyau PVC de 100 mm de diamètre qui passe sous la dalle de la maison (écoulement des eaux pluviales provenant du pan sud de la toiture), afin d'assurer le raccordement au réseau collectif ?
- Quels seront les coûts (estimés) de raccordement de cette habitation au réseau d'assainissement :
 - o pour la commune ?
 - o pour M. et Mme VAGNER (détailler si possible les principaux postes de dépenses) ?

Réponse du maître d'ouvrage :

- N'ayant pas de compétence technique dans ce domaine, nous avons tout d'abord sollicité le conseil du bureau d'études AQUA Préserv'. Selon lui, cette possibilité est envisageable puisque généralement, les canalisations de refoulement ont un diamètre inférieur à 100 mm. Nous allons également, comme indiqué en réponse à l'observation n°1 de ce PV, solliciter la possibilité d'intégrer les travaux de raccordement de l'habitation de M. et Mme VAGNER dans les études préalables de mise en conformité des branchements, actuellement en cours. Toutefois, son intégration à l'opération groupée reste sous réserve de l'acceptation des financeurs. Les coûts de raccordement de l'habitation de M. et Mme VAGNER seront automatiquement répartis de la manière suivante :
 - o A la charge de la commune pour le domaine public : La réalisation d'un branchement du collecteur principal jusqu'en limite de propriété à une boîte de branchement, estimé à 1100,00 € HT.
 - o A la charge du particulier pour le domaine privé : Pose d'un poste de relevage et d'une canalisation de refoulement, estimés à 4725,00 € HT.

Observation du commissaire-enquêteur :

Bien noté. Il serait souhaitable que la collectivité prenne à sa charge au moins le dispositif de refoulement, dans la mesure où le collecteur est situé plus haut que le point de sortie des eaux usées.

7/ Assainissement de la résidence de Mme HANNEQUIN, route d'Avallon

A la page 47 du dossier, il est indiqué que « *le projet d'extension du réseau de collecte n'est pas rentable non seulement pour la collectivité mais également pour l'utilisateur* ».

- pour la commune, il est très facile de le comprendre puisque le surcoût sera d'environ 35.000 € ;
- pour Mme HANNEQUIN, des travaux de réhabilitation du dispositif d'assainissement individuel semblent nécessaires à hauteur d'environ 8.000 €. Merci de bien vouloir préciser un ordre de grandeur des coûts qui devraient être engagés par celle-ci dans l'hypothèse d'un raccordement au réseau ?

Dans la fiche de contrôle Aqua-Préserv du 5/09/2014 du dispositif ANC, il est toutefois proposé :

- *installer une rehausse sur le regard de visite de la fosse septique,*
- *rendre accessible le système de traitement si existant : rehausse sur le regard de répartition et de bouclage.*

Ces travaux peuvent-ils suffire ? Ou sera-t'il nécessaire de prévoir des travaux de réhabilitation du dispositif d'ANC de Mme HANNEQUIN ? Dans l'affirmative, à partir de quand deviennent-ils obligatoires ? Immédiatement ou en cas de vente ?

Réponse du maître d'ouvrage :

- Le coût de raccordement de l'habitation de Mme HANNEQUIN peut être estimé de la manière en ce qui concerne la partie privative :
 - o Déconnexion des ouvrages d'assainissement non collectif,
 - o Mise en place d'un système de relevage,
 - o Canalisation de refoulement jusqu'au la boîte de branchement,
 - o Soit un coût compris entre 5000 et 7000 €HT (hors coût énergétique)

A cela, se rajouterait la redevance assainissement collectif, calculée à 2,32 €/m³ (suite travaux sur système d'assainissement) et 25 € TTC d'abonnement par an.

- Les préconisations de travaux indiqués dans la fiche de contrôle établie par le bureau d'études AQUA Préserv' ne sont pas exhaustives :
 - o Selon les renseignements recueillis auprès de la propriétaire, il semble que l'installation dispose de tous les dispositifs nécessaires au traitement des eaux usées mais cela engendre une non-conformité étant donné que leurs présences ne sont pas constatées et que leurs dimensionnements et fonctionnements ne peuvent être vérifiés.
 - o La première liste de travaux (*installation d'une rehausse sur le regard de visite de la fosse septique et rendre accessible le système de traitement si existant : rehausse sur le regard de répartition et de bouclage*) concerne une réhabilitation partielle. Cela permettrait lors d'un prochain contrôle d'établir un nouvel avis sur l'installation et dans le cas où ce nouvel avis établi l'installation comme conforme, alors ces travaux serai suffisant mais sous réserve d'un entretien régulier et absence d'usure. Dans le cas contraire, la réhabilitation complète de l'installation sera obligatoire conformément à la réglementation en vigueur.
 - o Les travaux de mise en conformité sont obligatoires selon les conclusions du contrôle et l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif. Pour cela, il serait nécessaire de se rapprocher du service SPANC pour connaître le délai imposé selon son règlement de service.

Observation du commissaire-enquêteur :

Bien noté.

8/ Financements pour les particuliers

- Sur quels types de travaux portent les financements de l'Agence de l'eau, pour des opérations groupées ?
- Dans la mesure où il n'est pas prévu de raccorder l'habitation de Mme HANNEQUIN au réseau collectif, la rénovation éventuelle du dispositif d'ANC de Mme HANNEQUIN est-elle éligible à un financement de l'agence de l'eau (et sous quelles conditions) ?

Réponse du maître d'ouvrage :

- L'Agence de l'Eau peut apporter son soutien pour la mise en conformité des branchements (études et travaux) dont les conditions sont précisées dans son 11^{ème} programme. Elle peut également apporter son soutien financier dans le cadre d'études et travaux en matière d'assainissement non collectif.
- Nous ne sommes pas en mesure de répondre à cette question. Pour obtenir précisément une réponse, il est nécessaire de se rapprocher du SPANC ou de l'Agence de l'Eau.

Observation du commissaire-enquêteur :

Bien noté.

NB : les éléments ci-dessus ont été repris du « procès-verbal de synthèse des observations », qui figure en annexe au présent rapport.

A Talant, le 23 mai 2019
Le commissaire-enquêteur

Jean-Michel Mériaux

DOCUMENT B

CONCLUSIONS MOTIVEES

et AVIS du COMMISSAIRE-ENQUETEUR

Enquête publique relative au zonage d'assainissement de la commune de LUCY-le-BOIS.

Le présent document B constitue une partie séparée mais indissociable du rapport du commissaire-enquêteur (document A) relatif au déroulement de l'enquête et aux observations du public sur le projet

De ce fait, tous les éléments relatifs à la nature et aux caractéristiques du projet, au déroulement de l'enquête, aux observations du public et du commissaire-enquêteur, figurent dans le rapport ci-dessus qui constitue la 1^{ère} partie de ce document (DOCUMENT A).

RAPPELS

La commune de LUCY-le-BOIS (89) dispose depuis 1977 d'un réseau séparatif d'assainissement collectif qui dessert la quasi-totalité des habitations, ainsi que d'une station de traitement des eaux usées, dont les rejets se déversent dans le Ru du Vau de Bouche.

Ces équipements sont vétustes et nécessitent une importante réhabilitation :

- réhabilitation partielle et/ou renouvellement des réseaux de collecte et des raccordements ;
- mise en place d'une nouvelle station de traitement.

Suite aux études de diagnostic du réseau d'assainissement et de l'unité de traitement des eaux usées, réalisées par le cabinet Aqua-Preserv , il est apparu indispensable de régulariser préalablement la situation administrative relative au zonage d'assainissement de la commune de Lucy-le-Bois, en cohérence avec le projet de PLUi en cours de finalisation par la communauté de communes Avallon-Vézelay-Morvan.

La réalisation du plan de zonage d'assainissement est imposée par le code général des Collectivités Territoriales (CGCT) modifié par la loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du

30/12/2006. L'article L 2224-10 définit les principes généraux dévolus aux communes ou leurs établissements publics de coopération qui, après enquête publique délimitent notamment :

- les zones d'assainissement collectif où ils sont tenus d'assurer la collecte des eaux usées domestiques, le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- les zones relevant de l'assainissement non collectif où ils sont tenus d'assurer le contrôle de ces installations en instaurant un Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien, les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif.

L'enquête publique relative au zonage d'assainissement a donc été lancée dans le respect de la procédure prévue par le code de l'environnement.

A noter que cette enquête publique ne porte que sur le zonage d'assainissement, mais pas sur le programme de travaux de réhabilitation du réseau collecteur et de la station de traitement.

CONCLUSIONS du COMMISSAIRE ENQUETEUR

En complément du rapport d'enquête (*document A ci-dessus*), le commissaire enquêteur doit formuler dans un document séparé (*document B*) ***ses conclusions motivées ainsi que son avis*** sur le projet faisant l'objet de l'enquête publique.

1/ Etat des équipements d'assainissement collectif de la commune

La commune dispose d'un réseau collectif séparatif. Le fonctionnement du réseau de collecte d'eaux usées n'est pas satisfaisant. Les ouvrages présentent un état structurel très médiocre, avec une forte sensibilité aux précipitations et aux intrusions d'eaux claires parasites permanentes.

Les raccordements des branchements individuels aux collecteurs sont fortement endommagés. La station de traitement est totalement vétuste et son fonctionnement peu satisfaisant, très lié aux variations de charge hydraulique. Cette unité de traitement constitue aujourd'hui une source de pollution du milieu naturel, notamment sur le Ru du Vau de Bouche.

Conclusion partielle

Le réseau collecteur d'eaux usées est en mauvais état structurel, il doit être totalement réhabilité et/ou renouvelé. La mise en conformité des branchements est par ailleurs indispensable.

La station de traitement de la commune de Lucy-le-Bois doit être remplacée par une nouvelle installation adaptée, car les rejets participent à la pollution du Ru du Vau de Bouche.

2/ Définition du zonage d'assainissement

Le zonage d'assainissement proposé par le cabinet Aqua-Preserv intègre la quasi-totalité des habitations de Lucy-le-Bois, à l'exception de la résidence située route d'Avallon, du fait de la distance qui la sépare de l'extrémité du réseau collecteur (110 m).

Le conseil municipal a demandé quelques ajustements ponctuels du zonage, qui ont été approuvés.

Le projet de zonage a été établi en cohérence avec le projet de PLUi en cours de finalisation (très peu de nouvelles zones constructibles).

La mise en place de ce zonage permettra de donner de la visibilité sur la nécessité, ou non, de prévoir des extensions du réseau et par ailleurs de régulariser la situation administrative de la commune vis-à-vis de la réglementation, notamment vis-à-vis du code des collectivités territoriales.

Conclusion partielle

Bien que la commune de Lucy-le-Bois dispose d'un réseau d'assainissement séparatif et d'une station d'épuration depuis 1977, elle n'a jamais mis en place de zonage d'assainissement.

Ce projet de zonage, établi de façon cohérente avec le projet de PLUi en cours de finalisation au niveau de la communauté de communes Avallon-Vézelay-Morvan, prévoit :

- d'intégrer en zone d'assainissement collectif toutes les habitations du bourg ;
- de ne laisser en zone d'assainissement non collectif qu'une seule habitation éloignée de l'extrémité du réseau collecteur.

Ce zonage est indispensable et permettra simultanément de régulariser la situation de la commune au niveau de la réglementation.

4/ Travaux de réhabilitation du réseau et de la station de traitement

Compte-tenu de la vétusté du réseau d'eaux usées, du mauvais état d'un certain nombre de branchements individuels, du mauvais fonctionnement de la station de traitement et des rejets qui en sont issus qui participent à la pollution du Ru du Vau de Bouche, des travaux de réhabilitation du dispositif d'assainissement collectif vont être entrepris dès que le zonage sera validé :

- remise en état du réseau collecteur d'eaux usées : réhabilitation ou rénovation selon les tronçons ; à la charge de la collectivité ;
- remise en conformité d'un certain nombre de raccordements individuels au réseau d'eaux usées (17 immeubles présentent un branchement non conforme) : à la charge des particuliers ;

- remise en conformité de plusieurs raccordements individuels au réseau d'eaux pluviales (10 immeubles présentent un branchement non conforme) : à la charge des particuliers ;
- construction d'une nouvelle station de traitement des eaux usées, permettant d'éviter tout rejet dans le milieu hydraulique superficiel.

A noter qu'une réflexion est en cours pour étudier la possibilité et l'intérêt, ou non, de construire une station de traitement intercommunale avec une ou deux communes attenantes.

Bien entendu, les travaux de rénovation sur les réseaux et raccordements doivent être entrepris en priorité.

Conclusion partielle

Les travaux de remise en état des réseaux et raccordements doivent être entrepris prioritairement.
 La construction d'une nouvelle station de traitement aura pour objectif d'éviter tout rejet dans le milieu hydraulique superficiel, afin de ne plus participer à la pollution du Ru du Vau de Bouche qui alimente partiellement le captage des Boulerons.
 Des réflexions sont en cours pour étudier l'intérêt d'une éventuelle station de traitement avec une ou plusieurs communes attenantes.

5/ Intégration de l'habitation de M. et Mme VAGNER (68 grande rue) en zone d'assainissement collectif

La résidence de M. et Mme VAGNER -située au centre du bourg- accolée à d'autres maisons, n'est pas raccordée au réseau car la canalisation collective est plus haute que le point de sortie des eaux usées de la maison, situé par ailleurs à l'arrière de celle-ci.

Le raccordement nécessite donc :

- de ramener les eaux usées de l'arrière vers l'avant de la maison ;
- d'enfouir la canalisation entre la maison et le point de raccordement ;
- de refouler ces eaux usées au niveau de la canalisation collective.

Des solutions techniques semblent avoir été trouvées pour ramener ces eaux usées de l'arrière de la maison (sans faire de dégâts à l'intérieur de l'habitation) jusqu'au réseau collectif situé devant la maison et pour installer une pompe de refoulement à l'arrière de cette maison.

Compte-tenu du coût des travaux nécessaires (estimé à environ 5.000 €), M. VAGNER n'est pas opposé au raccordement, mais souhaite la prise en charge de tout-ou-partie des dépenses par la collectivité.

Dans la mesure où le réseau collecteur est situé plus haut que le point de sortie des eaux, il semble légitime que la collectivité prenne au moins en charge le dispositif de refoulement.

Il serait donc judicieux, dans ce contexte, d'étudier la faisabilité d'intégrer cette opération et ces dépenses dans le cadre de « l'opération groupée » pour les études et les travaux de réhabilitation des raccordements.

Il convient de noter que le dispositif d'assainissement non collectif de cette habitation, situé à l'arrière de la maison, n'est pas conforme et qu'il ne peut pas être mis aux normes dans la mesure où il n'est pas possible d'accéder dans le jardin arrière avec des engins mécaniques. L'intégration de cette maison dans la zone d'assainissement collectif est donc incontournable.

Conclusion partielle

Compte-tenu de l'impossibilité de mettre en conformité le dispositif d'assainissement non collectif de M. et Mme VAGNER, cette habitation doit être raccordée au réseau collectif d'eaux usées et donc être incluse dans la zone d'assainissement collectif.

Malgré les contraintes de raccordement de cette résidence au réseau collectif d'assainissement, situé plus haut que le point de sortie des eaux de l'habitation, des solutions techniques ont été trouvées pour refouler les eaux usées depuis l'arrière de la maison jusqu'au réseau situé devant celle-ci.

La prise en charge du coût d'une partie des travaux (au moins le dispositif de refoulement) par la collectivité serait justifiée.

6/ Localisation de la résidence de Mme HANNEQUIN (route d'Avallon) en zone d'assainissement non collectif

L'habitation de Mme HANNEQUIN est équipée d'un dispositif d'assainissement non collectif, actuellement. Elle est située à 110 ml de l'extrémité du réseau collectif.

L'estimation des coûts de raccordement s'élève à environ 35.000 € pour la collectivité et à au moins 7.000 € pour la propriétaire.

Par ailleurs, la différence de niveau estimée à au moins 5 m entre le point de sortie des eaux de l'habitation et le niveau d'un éventuel réseau collecteur (au niveau de la route), nécessiterait l'installation d'un dispositif de refoulement.

En outre, aucune autre construction n'est prévue dans le PLUi en cours de préparation.

Le positionnement de cette habitation en zone d'assainissement non collectif est donc justifié. Bien que l'installation ait été déclarée « non conforme » en 2014, à l'occasion d'un « contrôle de bon fonctionnement » par le bureau Aqua-Préserv ; il n'est pas exclu que la réalisation des travaux d'amélioration suggérés par le vérificateur suffisent à pallier cette insuffisance.

Conclusion partielle

Compte-tenu du coût prohibitif d'un éventuel raccordement de l'habitation de Mme HANNEQUIN au réseau d'eaux usées (aussi bien pour la collectivité que pour la propriétaire), le maintien du dispositif d'assainissement non collectif constitue la meilleure solution, ce qui justifie la situation de cette maison en « zone d'assainissement non collectif », d'autant plus qu'aucune construction n'est possible à proximité.

Il semble toutefois nécessaire de procéder dans un premier temps à l'entretien et à la réalisation de petits travaux sur les équipements existants.

Le représentant de la propriétaire fait part de son accord pour ne pas être raccordé au réseau collectif.

AVIS du COMMISSAIRE ENQUETEUR

Après avoir étudié le dossier, auditionné le maître d'ouvrage ainsi que le bureau d'études et étudié les réponses aux diverses remarques formulées, contacté divers services, puis avoir examiné les spécificités du dossier et étudié les avantages et les inconvénients du zonage proposé ; compte-tenu de tous les éléments qui précèdent, je m'appuie sur les éléments suivants pour formuler mon avis :

- le dossier mis à la disposition du public est complet et contient tous les éléments permettant d'apprécier la nature du projet ;
- les mesures de publicité et d'information du public ont été respectées ;
- le déroulement de l'enquête a eu lieu conformément aux dispositions réglementaires ;
- les réponses du maître d'ouvrage aux observations du public et aux questions du commissaire-enquêteur sont pertinentes ;
- les travaux de réhabilitation du réseau d'assainissement et de la station d'épuration devenus totalement vétustes sont indispensables, afin d'éviter toute pollution et tout rejet dans le Ru du Vau de Bouche ;
- l'augmentation de la redevance d'assainissement collectif, consécutive aux travaux qui vont être entrepris est significative du fait de l'importance des travaux, mais devrait rester acceptable pour les usagers ;
- préalablement à la réalisation de ces travaux, il est indispensable que la commune de Lucy-le-Bois définisse un « zonage d'assainissement », ce qui permet simultanément de régulariser la situation au regard de la réglementation ;

- ce zonage est cohérent avec le projet de PLUi en cours d'élaboration au niveau de la communauté de communes ;
- l'intégration en « zone d'assainissement collectif » de la résidence de M. et Mme VAGNER est totalement justifié ;
- le maintien en « zone d'assainissement non collectif » de l'habitation de Mme HANNEQUIN est par ailleurs logique ;
- **l'ensemble des démarches entreprises** depuis quelques années par la commune, destinées à améliorer le dispositif d'assainissement collectif communal (études, zonage d'assainissement, travaux) **permettra à terme de limiter voire d'éviter les rejets dans le Ru du Vau de Bouche, qui alimente partiellement le captage des Boulerons** situé plus en aval ;
- le zonage d'assainissement proposé est pertinent ; il recueille par ailleurs implicitement l'accord des propriétaires des deux habitations qui n'étaient pas encore raccordées au réseau collectif et qui se sont exprimées au cours de l'enquête :

Compte-tenu des éléments ci-dessus, j'émet un **AVIS FAVORABLE** au zonage d'assainissement de la commune de LUCY-le-BOIS.

***Rappel** : cet avis concerne exclusivement le zonage d'assainissement, mais pas les travaux prévus sur le réseau d'assainissement et sur la station de traitement des eaux usées.*

En outre, je formule la **recommandation suivante**, qui ne présente aucun caractère de réserve :

- intégrer si possible les travaux de raccordement au réseau collectif de la résidence de M. et Mme Vagner à « l'opération groupée » prévue ou en cours, afin de les faire bénéficier -dans la mesure du possible- d'un financement public.

A Talant, le 23 mai 2019
Le commissaire-enquêteur

Jean-Michel Mériaux

DOCUMENT C

ANNEXE

PV de SYNTHESE des OBSERVATIONS **et REPONSES du MAITRE d'OUVRAGE**